

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 17 DÉCEMBRE 2018**

JP/VA

**OBJET : 2.3.3. ADMINISTRATION GENERALE – FONCIER - MISE A DISPOSITION DE BIENS –
RÉGULARISATION D'ANTÉRIORITÉ**

L'an deux mille dix-huit, le dix-sept du mois de décembre à seize heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,

Étaient absents :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Gilles DEVANCIARD

**OBJET : 2.3.3. ADMINISTRATION GENERALE – FONCIER - MISE A DISPOSITION DE BIENS
RÉGULARISATION D'ANTÉRIORITÉ**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Il est proposé au bureau syndical de valider un modèle de convention de mise à disposition de biens dans le cadre de la régularisation des transferts de compétences antérieures au SEBA, en conformité avec l'article L.1321-1 du code général des collectivités territoriales, qui dispose que « le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence ».

Un modèle de convention, joint en annexe, pourrait être utilisé en particulier pour régulariser des situations qui n'ont pas fait l'objet, au moment du transfert, de procès-verbaux de mise à disposition. La première application de cette délibération concernerait la commune de Chazeaux, dans le cadre de la mise en œuvre des périmètres de protection.

Le transfert s'applique aux ouvrages exécutés dans le cadre de la (des) compétence(s) précédemment exercée(s) par la commune concernée sur l'ensemble de son territoire.

En application des articles L.1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, le SEBA assume l'intégralité des droits et obligations de la commune qui demeure propriétaire des biens mis à disposition. Le syndicat possède tout pouvoir de gestion et assure l'entretien et le renouvellement des biens.

Le syndicat étendra, le cas échéant, ses garanties d'assurances aux biens objets de la présente mise à disposition. Cette procédure n'obèrera pas la possibilité pour le SEBA de réaliser des acquisitions lorsque la commune ne souhaite pas conserver la propriété des terrains affectés au service des eaux (eau potable/assainissement collectif).

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à la majorité des membres présents (1 abstention : Jean-François CUTTIER), **ADOpte** le modèle de convention proposé.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE BIENS MOBILIERS ET IMMOBILIERS DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE LA (DES) COMPETENCE (S)

Entre :

Le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche, sis « La Sigalière » - Les Vergnades – 07110 LARGENTIERE, SIREN : 250 700 267, dûment représenté par son président en exercice, Monsieur Jean PASCAL, domicilié professionnellement à Largentière (Ardèche) en vertu du procès-verbal de l'installation du comité syndical et de l'élection d'un président et des membres du bureau en date du 19 mai 2014, enregistrée en préfecture de Privas en date du 22 mai 2014 et de la délibération du comité syndical en date du 26 mai 2014, enregistré en préfecture le 10 juin 2014, délégations données au président ci-après désigné « le Syndicat » d'une part ,

Et :

La Commune de _____, ayant son siège à _____
identifiée sous le numéro SIREN _____
Représentée par son Maire _____, dûment habilité (e) à signer le présent
procès-verbal par délibération du Conseil Municipal en date du _____
Ci-après dénommée « la Commune » d'autre part

PREAMBULE

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1321-1 à L.1321-5 fixant les modalités de la mise à disposition des biens en cas de transfert de compétences,
- Vu le transfert effectif de compétence « alimentation en eau potable »(ou « assainissement ») de la commune au SEBA,

Considérant que l'article L.1321-1 du code général des collectivités territoriales dispose que « le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date de ce transfert, pour l'exercice de cette compétence » ; cette mise à disposition est constatée par la présente convention.

En conséquence, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet

Le transfert concerne les ouvrages exécutés dans le cadre de la (des) compétence(s) _____) précédemment exercée(s), de manière directe ou par l'intermédiaire d'un syndicat primaire aujourd'hui dissous, par la commune de _____ sur l'ensemble de son territoire.

En application des articles L.1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, le Syndicat assume l'intégralité des droits et obligations de la commune qui demeure propriétaire des biens mis à disposition. Le Syndicat possède tout pouvoir de gestion et assure l'entretien et le renouvellement des biens.

Le Syndicat étendra, le cas échéant, ses garanties d'assurances aux biens objets de la présente mise à disposition.

Article 2 : Situation juridique

L'ensemble des biens concernés sont propriétés de la commune de _____ et sont situés sur celle-ci (ou le cas échéant sur la commune de _____)

Article 3 : Description des biens mis à disposition

La commune de _____ met à disposition du Syndicat les ouvrages tels que décrits succinctement ci-dessous. Il s'agit des biens propres à la commune au moment de son adhésion au SEBA ou aux collectivités qui l'ont précédé dans l'exercice de la compétence « eau potable » et/ou « assainissement »

Descriptif	N° Parcelle	Descriptif	Superficie estimée
Captages			
Réservoirs			
Postes de surpression			
Poste de relevage			
STEP			

Article 4 : Etat des biens

Le Syndicat accepte les locaux en l'état où ils se trouvent, celui-ci déclarant bien les connaître pour les avoir vus et visités à sa convenance, voire adaptés depuis sa prise de possession.

Article 5 : Administration des ouvrages

Conformément aux articles L.1321-2 et L.1321-5-III du code général des collectivités territoriales, le Syndicat assume sur les bâtiments mis à disposition par la Commune de _____ l'ensemble des droits et obligations du propriétaire, à l'exception du pouvoir d'aliéner.

Le Syndicat possède ainsi sur ces ouvrages tous pouvoirs de gestion. Il peut, le cas échéant, autoriser l'occupation des biens remis et en percevoir les fruits et produits. Il est en charge du renouvellement des biens mobiliers. Il agit en justice en lieu et place de la Commune, qui reste le propriétaire du fond et des ouvrages qu'elle a réalisés.

Le Syndicat peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'additions de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des bâtiments à la mise en œuvre de la (des) compétence(s) _____.

Article 6 : Responsabilité sur les ouvrages transférés au Syndicat

Sur les ouvrages affectés uniquement à la mise en œuvre de la (des) compétence(s) _____, le Syndicat reconnaît assumer la responsabilité pécuniaire des dommages causés au titre de contentieux indemnitaires engagés après la date d'entrée en vigueur du présent accord.

Article 7 : Le caractère gratuit de la mise à disposition

Conformément à l'article L.1321-2 du code général des collectivités territoriales, la mise à disposition des ouvrages affectés à la (aux) compétence(s) _____ a lieu à titre gratuit.

Article 8 : La durée de la mise à disposition

Le présent accord prendra fin lorsque les ouvrages mis à disposition ne seront plus affectés à la mise en œuvre de la (des) compétence(s) _____. Ces biens désaffectés retourneront dans le patrimoine de la Commune, qui recouvrera l'ensemble de ses droits et obligations. Les biens seront restitués à la commune pour leur valeur nette comptable, augmentée des adjonctions effectuées par le Syndicat. Le Syndicat est seulement propriétaire des biens mobiliers qu'il a développés ou renouvelés : la Commune ne peut se prévaloir d'un droit de retour sur ces biens mobiliers ainsi renouvelés.

La mise à disposition prend fin lors de la désaffectation des biens à la (aux) compétence(s) _____ conformément à l'article L.1321-3 du code général des collectivités territoriales, et en cas de restitution de cette (ces) compétence(s) à la Commune, de retrait de la Commune et de dissolution du Syndicat, conformément à l'article L.5211 du code général des collectivités territoriales.

Article 9 : Entrée en vigueur

Les présentes dispositions entreront en vigueur dès la signature conjointe des deux parties.

Article 10 : Avenant

Toute modification des clauses du présent procès-verbal fera l'objet d'un avenant, soumis à délibération concordante du conseil municipal de la commune et du bureau syndical du Syndicat.

Article 11 : Dispositions diverses

Le transfert patrimonial fera l'objet d'écritures comptables par le comptable du trésor pour constater cette mise à disposition à titre gratuit.

Article 12 : Litiges

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'exécution du présent accord relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de LYON. Les parties s'engagent cependant à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à _____

Le _____, en deux exemplaires originaux,

Pour le Syndicat,

Le Président,
Jean PASCAL

Pour la Commune,

Le Maire,